



La grève n'est pas inutile : elle est indispensable.
Bataille perdue ? Non : construction du rapport de forces !

Une grève dure a été menée pendant une dizaine de jours par les cheminots pour défendre leur régime de retraite. Auparavant, les marins pêcheurs, les électriciens, les gaziers, les salariés de l'Opéra de Paris, les personnels de cabine d'Air France, ceux du Crédit Lyonnais et bien d'autres encore, ont mené des luttes dures et qui ont marqué le paysage social. Le 20 novembre, plusieurs millions de fonctionnaires ont fait grève et plusieurs centaines de milliers d'entre eux ont manifesté dans les rues des villes de France. Près de 20 000 manifestants dans notre département.

Pouvons-nous laisser ces actions sans signification, sans les traduire dans une stratégie d'explication et d'offensive contre les attaques de fond subies par tous les salariés ? Peut-on les laisser sans lendemain ?

Ce serait absolument impardonnable. C'est ce qu'il faut expliquer et démontrer à nos partenaires de l'intersyndicale.

C'est le sens de la déclaration du CDFD du 12 novembre. On ne peut pas continuer de laisser le gouvernement et le patronat casser les acquis et les conquêtes sociales les plus fondamentaux. Nous travaillons pour une lutte unitaire. Mais nous ne pouvons pas attendre indéfiniment que nos camarades de l'intersyndicale se décident. Il nous faut avancer, même s'ils restent immobiles.

Pour pouvoir le démontrer à nos camarades de l'intersyndicale, il faut en convaincre nos propres rangs. Sans relâche, il faut expliquer et expliquer encore. Il faut travailler à la convergence des luttes, mais d'abord à la convergence des luttes au sein de notre fédération.

Notre courant de pensée n'en a pas seul la responsabilité. Mais il en a la responsabilité.

* *
*

"Je me demande s'il ne faut pas accepter de mettre sur la table la question de la suppression de la durée légale du travail", a déclaré Laurence Parisot, présidente du MEDEF. Une phrase qui sonne comme une déclaration de guerre !

Il est prévu que le code du travail soit réécrit en quelques heures à l'assemblée nationale, le 27 novembre et le 4 décembre.

Dans les Fonctions Publiques, les attaques s'aggravent et se multiplient.

Dans l'éducation nationale, le plan de passage du bac professionnel en 4 ans au bac professionnel en 3 ans permettrait de « récupérer » 25% de moyens d'enseignement, d'annualiser le service des enseignants, de se débarrasser de milliers de lycéens en les jetant vers l'apprentissage.

319 juridictions supprimées par le ministre de la Justice et le président de la République : 23 tribunaux de grande instance, 178 tribunaux d'instance, 63 conseils de prud'hommes dont celui d'Oloron sainte Marie, 55 tribunaux de commerce.

Des dizaines de milliers de postes de titulaires supprimés dans les fonctions publiques, Un accroissement structurel et grave de la précarité des emplois publics.

Des réformes gravissimes touchent l'ANPE, l'inspection du travail, la culture, etc...

* *
*

Dans un contexte politique défavorable aux luttes ouvrières, le mouvement social de ce mois de novembre est à apprécier comme un grand pas en avant, la preuve d'un déblocage de l'esprit de luttes. Un pas vers la rupture, mais pas celle dont parlait le candidat qui a été élu à la présidence de la République.

La lutte des classes est morte. Place à la lutte catégorielle, au compromis fondé sur l'acceptation de la politique de fond du transfert toujours plus brutal des richesses produites par les travailleurs vers les riches, les patrons, les spéculateurs. Le tout dans le cadre de l'acceptation d'une politique européenne dont le prétexte est la concurrence universelle et le Marché. Les « commentateurs » ne se privent pas de matraquer ce message.

Non ! Ces semaines de lutte, qui en contiennent d'autres en gestation, prouvent que la grève s'est enracinée. Les cheminots vont arracher des compromis, des droits qui pourront servir l'année prochaine quand le débat sur le régime général des retraites arrivera. Des compromis non pas fondés sur une capitulation, mais sur la prise de conscience d'un rapport de forces. Si le pouvoir a « communiqué » de façon éhontée sur les privilèges des salariés et la notion d'otage appliquée aux usagers des services publics, obtenu ainsi que l'opinion n'adhère pas globalement aux objectifs des grévistes, il va devoir maintenant se battre en défense car le problème du pouvoir d'achat est dans toutes les têtes des salariés. Et l'idée qu'il va falloir se battre, tous ensemble, travaille dans la tête des salariés.

La CGT a proposé de négocier au moment où le rapport de forces était le plus fort, après la réussite du 18 octobre. Elle a ainsi retourné la situation à son avantage et recherché, stratégiquement, une voie de sortie du conflit différente de 1995.

Le 18 octobre a été suivi du 20 novembre.

Rien à voir, comme certains se plaisent à le faire croire, avec la position de la CFDT qui dit qu'il faut négocier en disant par avance qu'il faut cesser la grève et reprendre le boulot. Différent également de la position de Solidaires qui préconisait de rester en grève et de ne pas négocier. Jusqu'où ?

Construire un rapport de forces favorable aux travailleurs, mobiliser largement par l'explication et en s'appuyant sur les gains obtenus, travailler les convergences de façon à ce que chaque secteur sache bien là où il va. Voilà la voie choisie qui va imposer des reculs au pouvoir et au patronat. Qui va permettre d'avancer vers une réelle alternative.

L'intersyndicale de la Fonction Publique a été contrainte de constater la montée de cette force populaire et d'appeler à préparer la suite de la lutte. La grande responsabilité de la FSU, principale fédération de la fonction publique, est de la pousser à le faire vraiment, sur nos bases.